



La satisfaction des revendications MAINTENANT !

le 8 juillet 2024

Les résultats des élections législatives confirment la déroute du président de la République et le profond rejet de la politique antisociale menée depuis 7 ans et adoptée à coups de 49-3 répétés. Des gilets jaunes à la mobilisation contre le recul de l'âge de départ à la retraite, en passant par la révolte des jeunes des quartiers populaires, la colère n'a cessé de s'exprimer malgré la répression.

Aujourd'hui, Emmanuel Macron est totalement discrédité

Plusieurs ministres ont été battus, dont Stanislas Guerini qui préparait la destruction du Statut de fonctionnaire, et Sarah El Haïry, propagandiste forcenée du SNU... Le Premier ministre Gabriel Attal a remis sa démission. Leurs réformes doivent disparaître avec eux !

Dans l'Enseignement, la Culture et la Formation professionnelle, les personnels se mobilisent depuis des mois pour les salaires, pour l'arrêt des suppressions de postes, pour le rétablissement des 10 milliards d'euros retirés du budget 2024. Dans l'Education nationale, ils ont engagé une bagarre inédite aux côtés des parents d'élèves pour le retrait du « Choc des savoirs » et des groupes de niveau.

**Le président Macron demande au ministre Attal de rester pour poursuivre sa politique !
Hors de question que les contre-réformes que nous combattons soient maintenues !**

La FNEC FP-FO exige la satisfaction immédiate de toutes les revendications :

- Abrogation de la réforme des retraites ! Abandon de la réforme de l'assurance chômage !
- Augmentation des salaires !
- Abrogation du « choc des savoirs » et de toutes les contre-réformes !
- Retrait du projet de réforme Guerini de destruction de la Fonction publique et des statuts !
- Annulation de toutes les coupes budgétaires et des suppressions de postes !
- Abandon de Parcoursup et du Service National Universel !
- Embauche de postes statutaires à hauteur des besoins !

Les salariés pourront compter sur Force Ouvrière pour continuer à défendre les revendications, les libertés, les droits démocratiques et les faire aboutir par la mobilisation si nécessaire.